



PREFET DU BAS-RHIN

Préfecture  
Cabinet  
Direction des sécurités

**Arrêté portant encadrement de circulation sur la voie publique  
et d'accès au stade de la Meinau à l'occasion du match de football de Ligue Europa 2019-2020 opposant le  
Racing Club de Strasbourg Alsace à l'Eintracht Francfort  
le jeudi 22 août 2019 à Strasbourg**

**LE PREFET DE LA REGION GRAND EST,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST,  
PREFET DU BAS-RHIN**

- Vu** le code pénal ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2542-10 ;
- Vu** le code du sport, en particulier les articles L.332-1 à L.332-18 relatifs aux manifestations sportives, ainsi que les articles R.332-1 à R.332-9 relatifs à l'interdiction de pénétrer ou de se rendre aux abords d'une enceinte où se déroule une manifestation sportive ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L.211-1 et suivants ;
- Vu** la loi du 2 mars 2010 renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 22 juin 2017 portant nomination de M. Jean-Luc MARX, Préfet de la région Grand Est, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet du Bas-Rhin ;
- Vu** l'arrêté du 28 août 2007 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif aux personnes interdites de stade ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2019 portant délégation de signature à M. Yves SEGUY, Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

**Considérant** qu'en vertu de l'article L.332-16-2 du code du sport, il appartient au préfet, pour prévenir les troubles graves à l'ordre public et assurer la sécurité des personnes et des biens à l'occasion des manifestations sportives, de restreindre la liberté d'aller et de venir des personnes se prévalant de la qualité de supporters ou se comportant comme tels, dont la présence est susceptible d'occasionner des troubles graves pour l'ordre public ;

**Considérant** que l'équipe de l'Eintracht Francfort rencontre celle du Racing Club de Strasbourg Alsace au stade de la Meinau, à Strasbourg, le jeudi 22 août 2019 (coup d'envoi à 20h30) dans le cadre de la Ligue Europa de football ;

**Considérant** que le stade de la Meinau à Strasbourg rassemblera à l'occasion de cette rencontre environ 24 000 spectateurs ; que la capacité d'accueil de la tribune des supporters de l'équipe « visiteurs » est d'environ 1 000 places ;

**Considérant** qu'il existe des risques importants de tensions, de violences sur les personnes et de dégradations sur des vitrines, des commerces ou des équipements ou bâtiments publics et privés ;

**Considérant** qu'est annoncée la présence à Strasbourg de plusieurs milliers de supporters de l'équipe de l'Eintracht Francfort à l'occasion de la rencontre du 22 août 2019 ;

**Considérant** que des contacts ont été établis entre supporters des deux équipes, soit directement soit par l'intermédiaire de supporters de tierces équipes, notamment allemandes (Hertha Berlin, Karlsruhe SC), et que des rencontres sont susceptibles d'être organisées pour en découdre ;

**Considérant** dès lors qu'il convient de limiter toute rencontre, y compris fortuite, entre les supporters des deux équipes, aux abords du stade, laquelle pourrait donner lieu à des tensions ou à des rixes ;

**Considérant** l'organisation en France au même moment du G7 à Biarritz, et les moyens alloués en effectifs de forces de sécurité ;

**Considérant** que l'ensemble des forces de sécurité ne saurait être détourné de ses missions prioritaires pour répondre à des débordements liés au comportement de supporters dans le cadre de rencontres sportives ou à gérer une foule d'individus prompts à l'affrontement avec des supporters adverses ;

**Considérant** que dans ces conditions, la présence de personnes se prévalant de la qualité de supporters de l'Eintracht Francfort, ou se comportant comme tel, implique des risques pour la sécurité des personnes et des biens ;

**Considérant** le risque encouru par le public ainsi que par les joueurs, dans l'enceinte et aux abords du stade, par l'utilisation de pétards, artifices ou fumigènes et tout objet pouvant être utilisé comme projectile ;

**Considérant** que la bonne gestion de cet événement passe par un encadrement strict des supporters visiteurs et que le risque de troubles graves à l'ordre public est avéré ;

**Considérant** que l'ensemble des éléments susmentionnés et la prégnance de la menace terroriste sur le territoire national font peser un risque particulier ;

**Sur proposition** de Monsieur le Directeur de Cabinet par intérim,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Il est interdit le jeudi 22 août 2019, de 09h00 à 24h00, à toute personne se prévalant de la qualité de supporter de l'Eintracht Francfort, ou se comportant comme tel, de circuler ou stationner sur la voie publique sur les voies et périmètres suivants :

- abords du stade de la Meinau, et notamment avenue de Colmar, rue Montessori, rue de l'Extenwoerth, rue Staedel, rue de la Flachenbourg, piste Georges Speicher et rue des Ciriers ;
- dans l'enceinte du stade de la Meinau, à l'exception du secteur réservé aux supporters visiteurs.

## Article 2

Dans le cadre de la rencontre du 22 août 2019 entre le Racing Club de Strasbourg Alsace et l'Eintracht Francfort, le nombre de supporters visiteurs est limité à 1 000 (mille).

Les supporters de l'Eintracht Francfort ayant acheté leur place via la billetterie de leur club et se rendant au stade de la Meinau doivent se présenter au guichet « visiteurs » du stade, rue des Vanneaux.

## Article 3

Sont interdits, le jeudi 22 août 2019 de 09h00 à 24h00, dans le périmètre défini à l'article 1<sup>er</sup> et dans l'enceinte et aux abords du stade de la Meinau :

- la possession, le transport, l'utilisation de tous pétards, artifices ou fumigènes ou tout objet pouvant être utilisé comme projectile et tous autres objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal ;
- la possession et le transport de toute boisson alcoolisée ;
- la possession et le transport de tout emblème ou banderole n'ayant pas de lien avec la compétition sportive et les équipes participant à la rencontre.

## Article 4

Le présent arrêté peut être contesté selon les voies et modalités de recours figurant ci-dessous.

## Article 5

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Départemental adjoint de la Sécurité Publique du Bas-Rhin, le Colonel, commandant du Groupement de gendarmerie départemental du Bas-Rhin, le Maire de Strasbourg sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin, notifié au Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Strasbourg, aux présidents des clubs concernés et affiché aux abords immédiats du périmètre défini à l'article 1<sup>er</sup>.

Fait à Strasbourg, le 20 AOUT 2019

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Yves SEGUY

### DELAIS ET VOIES DE RECOURS

I - La présente décision peut être contestée dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, soit :

par recours gracieux auprès de mes services :

M. le Préfet du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
5, place de la République  
67073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

par recours hiérarchique auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau  
75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.  
Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.  
S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, Avenue de la Paix  
67070 STRASBOURG CEDEX

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>ème</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>ème</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous pouvez également exercer un recours en référé sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative.